

Wauquiez : "La pause fiscale, une supercherie"

Soazig Quéméner - Le Journal du Dimanche

Dimanche 08 septembre 2013

INTERVIEW - Laurent Wauquiez, vice-président de l'UMP, dénonce un projet de budget dans lequel les classes moyennes portent à elles seules la charge fiscale.



L'ancien ministre et député de Haute-Loire Laurent Wauquiez dénonce une manœuvre de communication dans les annonces de François Hollande sur la charge fiscale. Et demande un plan de baisse des dépenses publiques.

Croyez-vous François Hollande quand il annonce une pause fiscale?

Attention à ce que cette pause fiscale ne tourne pas à la supercherie. En moins d'un an et demi, le gouvernement a amené les impôts à un niveau que la France n'avait jamais connu, mais François Hollande nous dit : "Soyez rassurés, je vais les maintenir à ce niveau!" C'est quand même un peu fort! Cela ressemble à la pause DVD. On arrête l'image un instant et ça repart! Regardons ce qui se passe réellement : la TVA va augmenter l'année prochaine, 6,5 milliards d'euros en plus, des cotisations supplémentaires vont peser sur les salaires pour financer la réforme des retraites, un milliard d'euros en plus sur les ménages, on va faire sauter, et c'est une grave erreur, des avantages pour les familles qui ont des enfants étudiants, 500 millions d'euros. On nous parle aussi de deux milliards d'euros sur le quotient familial et sur la complémentaire santé. Un gouvernement sincère devrait dire les impôts qu'il va baisser en compensation.

N'est-ce pas une façon de vous couper l'herbe sous le pied, avant les municipales?

Vous avez raison. C'est de la pure communication, comme avec la promesse de l'inversion de la courbe du chômage. Sauf qu'en réalité, depuis la rentrée, les Français reçoivent leur dernier tiers de l'impôt sur le revenu. Ils se rendent compte du choc que représente la fin de la défiscalisation des heures supplémentaires, des retraités découvrent qu'ils sont imposables... Mais, à droite, nous ne pouvons pas nous contenter de critiquer. Nous travaillons avec la Droite sociale à un plan

d'économies sur la dépense. Nous devons aussi nous engager au moment des municipales à ne pas augmenter les impôts locaux. Au Puy-en-Velay, dans ma ville, nous avons réussi à les faire baisser cette année, après quatre ans d'efforts.

«Il est dangereux de dépenser l'argent que nous n'avons même pas gagné en rêvant à un retour miracle de la croissance!»

Le gouvernement veut favoriser le pouvoir d'achat des plus modestes...

Cela fait longtemps que je dénonce cet alibi. Ce n'est pas politiquement correct de le dire, mais ceux qui sont le plus en souffrance aujourd'hui, ce sont les classes moyennes : des familles qui travaillent à qui il ne reste quasiment rien à la fin du mois. Contrairement à ce qu'avait annoncé François Hollande, il n'y a pas eu d'efforts concentrés sur les plus riches : soit ils sont partis, soit ils utilisent au maximum les dispositifs de réduction fiscale. Quant aux plus fragiles, je rappelle qu'ils bénéficient d'un système social extrêmement généreux avec la CMU, le RSA et les différentes allocations. Les classes moyennes portent seules la charge fiscale.

Bernard Cazeneuve parle d'une dépense budgétaire "plus juste et plus efficace"...

Les économies sur la dépense ont été très faibles. Quand il y a eu trois euros récupérés, moins d'un euro a été pris sur les économies et deux euros dans la poche des Français. Ce poids des impôts est devenu contre-productif. En les augmentant, on tue la consommation, on fragilise l'économie et à l'arrivée, le gouvernement perçoit moins d'impôts.

N'êtes-vous pas d'accord pour la suppression de certaines niches fiscales?

Sur le principe, qu'on enlève les niches fiscales ne me pose pas de problème et je suis prêt à le soutenir, mais si on baisse les impôts par ailleurs! Sinon, c'est juste de la politique d'augmentation d'impôts. N'oublions pas qu'à la fin de l'année, la question pour les Français, c'est juste de savoir s'ils paient plus ou moins.

Avec le retour attendu de la croissance, les recettes fiscales augmenteraient. Que faudrait-il faire de cet argent?

Permettez-moi un conseil au gouvernement : ne jouez pas à "Perrette et le pot au lait". Il est dangereux de dépenser l'argent que nous n'avons même pas gagné en rêvant à un retour miracle de la croissance! Quel que soit le cas de figure, la France ne pourra pas faire l'économie d'un véritable plan de baisse de la dépense publique.